

Société neuchâteloise de géographie
Institut de géographie de l'Université de Neuchâtel



GÉO-REGARDS

REVUE NEUCHÂTELOISE DE GÉOGRAPHIE

L'HABITABILITÉ INATTENDUE

GÉO-REGARDS

REVUE NEUCHÂTELOISE DE GÉOGRAPHIE

L'HABITABILITÉ INATTENDUE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE MARIE-CHRISTINE FOURNY

N° 9, 2016

**SOCIÉTÉ NEUCHÂTELOISE DE GÉOGRAPHIE ET
INSTITUT DE GÉOGRAPHIE DE L'UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL**

ÉDITIONS ALPHIL-PRESSES UNIVERSITAIRES SUISSES

© Éditions Alphil-Presses universitaires suisses, 2016

Case postale 5
CH-2002 Neuchâtel 2
www.aphil.ch
www.aphilrevues.ch

© Société neuchâteloise de géographie, www.s-n-g.ch

© Institut de géographie de l'Université de Neuchâtel, www.unine.ch/geographie

Géo-Regards: revue neuchâteloise de géographie est une revue à comité de lecture issue de la fusion du *Bulletin de la Société neuchâteloise de géographie* et de *Géo-Regards: cahiers de l'Institut de géographie*. Elle est référencée par la Bibliographie Géographique Internationale, Francis et Scopus.

N° 9, 2016

ISSN 1662-8527

| | |
|-------------------------------------|---|
| Abonnements | L'adhésion à la Société neuchâteloise de géographie comprend l'abonnement à <i>Géo-Regards: revue neuchâteloise de géographie</i> . Cotisations annuelles: membre ordinaire: 35.-; couple: 60.-; étudiant(e): 20.- Abonnement (sans adhésion): 33.- Société neuchâteloise de géographie Case postale 53 2006 Neuchâtel www.s-n-g.ch |
| Vente directe et librairie | Éditions Alphil-Presses universitaires suisses Case postale 5 2002 Neuchâtel 2 commande@aphil.ch |
| Vente version électronique | www.aphilrevues.ch |
| Rédacteur en chef | Patrick Rérat (Université de Lausanne) |
| Comité scientifique et de rédaction | Roger Besson (Uni. de Neuchâtel), Patrick Bottazzi (Bangor University), Antonio Da Cunha (Uni. de Lausanne), Frédéric Dobruszkes (Uni. libre de Bruxelles), Marion Ernwein (Uni. de Fribourg), Marie-Christine Fourny (Uni. Grenoble Alpes), Jean-Marie Halleux (Uni. de Liège), Hugues Jeannerat (Uni. de Neuchâtel), Francisco Klauser (Uni. de Neuchâtel), Laurent Matthey (Uni. de Genève), Étienne Piguet (Uni. de Neuchâtel), Raffaele Poli (Uni. de Neuchâtel), Martine Rebetez (Uni. de Neuchâtel), Jean Ruegg (Uni. de Lausanne), Joëlle Salomon Cavin (Uni. de Lausanne; responsable de la présentation des thèses), Ola Söderström (Uni. de Neuchâtel), Thierry Theurillat (Uni. of Hong Kong), Mathieu van Criekingen (Uni. libre de Bruxelles), Olivier Walther (Uni. of Southern Denmark) |
| Traduction des résumés | Claude Fleischner, Hubert Rossel et les auteurs |
| Photographies de couverture | Jennifer Buyck |
| Responsable d'édition | Sandra Lena, Éditions Alphil-Presses universitaires suisses |

ÉDITORIAL

L'HABITABILITÉ INATTENDUE.

ANALYSER, IDENTIFIER, PRODUIRE L'HABITABILITÉ DE LIEUX SANS QUALITÉS

La notion d'habiter, telle qu'elle est utilisée aujourd'hui, s'éloigne du référentiel de l'habitat ou des fonctions du logement, contenu par exemple dans la «*machine à habiter*» de Le Corbusier (1924), pour considérer les manières d'être et de faire dans l'espace, de se saisir de la distance et des ressources des milieux pour y réaliser nos besoins et nos attentes. L'habiter peut être défini comme un «*vivre avec l'espace*» (PINSON et THOMANN, 2002), c'est-à-dire une relation active impliquant pratiques, expériences, significations et affects, par laquelle nous assurons les conditions de notre existence matérielle et idéelle.

Le concept a été réinvesti avec une certaine force ces dernières années, notamment par les disciplines s'intéressant à l'espace et au territoire. O. Lazzarotti (2006) en fait la dimension centrale d'une «*science géographique possible*», L. Cailly (2007) un nouveau paradigme disciplinaire. Anthropologues, philosophes ou architectes en développent de «*nouveaux regards*» (LUSSAULT *et al.*, 2007). L'habiter a l'intérêt d'offrir un renouvellement de l'analyse des relations des individus et des sociétés à l'espace, permettant de réinterroger la question environnementale au travers des milieux de vie (MATHIEU, 2011), d'identifier la diversité croissante des territorialités dont rendent compte les modes d'habiter (CAILLY et DODIER, 2007; DODIER, 2009). Il s'ouvre à des approches pragmatiques et individualistes, intègre la mobilité dans le rapport à l'espace, donnant à voir l'habiter dans sa production et dans ses actes.

L'habitabilité, thème du dossier de ce numéro, s'inscrit dans cette filiation, tout en tentant d'éclairer plus particulièrement la dimension pragmatique de la relation à l'espace mise en jeu par l'habiter. Quelles sont les opérations qui permettent de prendre cette «*place*» que suppose l'habiter? Avec quelles modalités l'espace est-il saisi, travaillé? Quelles sont les conditions et les formes de la mise en relation? La notion d'habitabilité a été abordée de façon courante au travers du logement, mais dans une perspective normative qui a déterminé ce qu'elle n'était pas, sans pour autant en donner un contenu consistant: l'insalubrité est une limite à l'habitabilité (ELEB, 2015), mais le salubre ne suffit pas à définir l'habitable. L'habitabilité intègre des conditions de vivabilité, comme le montre son usage ancien en planétologie, mais aussi la capacité à accueillir et permettre le développement des modes de vie singuliers. Et si ce terme est aujourd'hui le plus fréquemment utilisé dans la conception automobile et en est devenu un argument marketing, c'est bien parce que l'habitable est devenu un lieu de vie, investi en symboles et en pratiques.

L’habitabilité suppose l’expression de soi, dans la complétude de son psychisme, dans la diversité de ses pratiques et la singularité de sa personnalité. Casellati (1997) le dit de manière expressive : « *le terme habitabilité signifie que nous vivons la ville comme des personnes réelles* » ; des personnes réelles qui ne seraient pas assujetties à des rôles et des fonctions, mais reconnues dans leurs identités et leur singularité. L’habitabilité dès lors considère les rapports sensibles, émotionnels, à un lieu, et intègre les qualités d’esthétique, de confort, d’image, qui permettent de les activer. On peut dès lors l’opposer à l’aménagement fonctionnaliste, raisonnant en termes de types de modes de vie. Exprimant la subjectivité de l’individu, elle crée une relation faite d’intuition, ouvrant sur l’alternative, voire la subversion (Lucien Kroll)¹.

La notion conduit ainsi à dépasser l’analyse des formes et des normes dans la production d’espaces de vie (habitat) pour considérer la manière dont ils sont mobilisés, et investis (habités) pour permettre l’expression de spatialités singulières, individuelles ou collectives. Autrement dit, l’habitabilité met en jeu la dimension spatiale de la construction des identités. Elle conditionne la mise en relation d’un milieu écologique et de modes de vie, considérés comme des expressions pratiques de cultures, de politiques et d’idéologies, de besoins et de désirs. Adossée au concept de mode d’habiter, elle caractérise la qualité et le degré d’intégration liés aux différentes modalités des sociétés d’entrer en relation avec leurs lieux de vie, milieux, ou ressources (MATHIEU, 2011).

Cette notion a été l’objet central d’un programme de recherche récent² ainsi que du colloque qui lui a fait suite³. Ils ont permis de considérer la dimension territoriale de l’habitabilité, en ce qu’elle met en jeu notamment le rapport à l’autre et la construction d’un sens collectif de l’espace.

Une première version des articles de ce dossier a été présentée lors de ce colloque. Nous les avons rassemblés, non par la similitude de leurs approches ou de leurs thématiques mais en raison de l’originalité des espaces qui étaient considérés pour analyser l’habitabilité. Le périurbain, objet de critiques de tous ordres, le rural « profond » déserté par ses forces vives, les vides urbains délaissés, les espaces du transit éphémère constituent en effet des espaces considérés sans valeur ou non aménagés pour être habités. Ces lieux inattendus car souvent dénoncés ou traités en raison de leur non-habitabilité permettent alors de questionner les référentiels et les représentations normatives de ce qu’est l’habitable. Ils conduisent à confronter les discours et les images collectives avec les pratiques des habitants et les usages des espaces, dont les auteurs nous montrent qu’ils relèvent bien de l’habitabilité. L’inattendu fait surgir une dimension critique et réflexive implicite. Il révèle l’écart entre une approche spatialiste, qui conduit à affecter des qualités objectives à des espaces, et des approches habitantes considérant les pratiques, les relations sociales

¹ Manifeste de la réunion du G8 : Symposium Internazionale sulle Politiche di Trasformazione Urbana Ecosostenibile, Padova, Italia, 2 marzo 2001. http://www.net.esa-paris.fr/~jacques_pochoy/sustainable/kroll-lucien.html

² Programme de recherche ANR Espace et Société (2010-2014), intitulé : « TerrHab, de l’habitabilité à la territorialité, et retour : à propos de périurbanités, d’individus et de collectifs en interaction ».

³ Quatrièmes Rencontres scientifiques internationales de la Cité des Territoires « Habitable, vivable, désirable. Débats sur la condition territoriale », les 25-26-27 mars 2015, Grenoble.

et les processus de construction de relations. Il montre ainsi qu'il ne s'agit pas de lieux marginaux ou de faible qualité, mais avant tout des lieux dont on n'a pas su observer l'habitabilité.

Ne pouvant faire référence à des caractères d'habitabilité reconnus, l'analyse de ces différents espaces conduit à examiner le faire, dans et avec l'espace, développant une approche pragmatique dans la lignée des conceptions de l'habiter développées par Mathis Stock (2004, 2015) ou Michel Lussault (2007, 2013), entre autres. Elle révèle de ce point de vue des processus singuliers, en particulier dans l'articulation entre les dimensions individuelles et les dimensions collectives.

Tillous et Tremblay, en des terrains aussi différents que le métro parisien ou le rural québécois, montrent par exemple la fabrication d'une habitabilité collective dans la confrontation et/ou l'interaction des individus.

Pour Pierre-André Tremblay, l'habitabilité est une construction sociale, du sens et de l'appartenance. Il montre comment elle s'effectue de manière collective, dans un processus de créativité. L'espace considéré est ici celui d'une commune rurale en crise démographique et symbolique. La restauration de son habitabilité passe par la création de liens et l'établissement d'un pouvoir de décision partagé. Elle conduit également, par le débat et la réflexivité, à faire du territoire villageois un objet commun. La production d'habitabilité joue ici sur les potentialités relationnelles du territoire et des habitants. Le territoire mis en débat retrouve sens et peut de ce fait susciter un *désir* d'habiter. Inversement, la capacité des habitants à se l'approprier est activée, de manière individuelle par l'augmentation de la capacité d'action de chacun, de façon collective par la négociation. L'habitabilité telle que l'envisage Tremblay pourrait être rapprochée de la capabilité telle que l'entend A. Senn (1985), une capabilité relationnelle où le lieu acquiert une capacité à mobiliser et où l'action qu'il suscite augmente les possibilités d'une appropriation autonome.

Marion Tillous s'attache à montrer la conscience de l'autre dans cette figure archétypale de l'anonymat qu'est le métro. L'analyse empirique très fine des interactions met à jour la manière dont se jouent les relations à l'autre, dans des comportements de mobilité qui incorporent le regard – supposé – d'autrui, ou dans l'agencement des corps en mouvement. L'expression de soi est ici une expression corporelle. Une sociabilité propre est à l'œuvre, et construit un collectif toujours mouvant. L'habitabilité se réalise comme chez Tremblay par la négociation, mais une négociation permanente qui s'exprime dans les corps et les regards. Les observations de Marion Tillous révèlent les façons dont chacun *prend place*, mais aussi pour cela *laisse place* à l'autre.

Cette construction toujours renouvelée est à l'œuvre également dans les « fêtes du jardin », dont la description permet à Jennifer Buyck de montrer la double dimension temporelle et pragmatique de l'action. La réflexion se développe à partir de l'expérience originale de la ferme du bonheur, assemblage incongru de culture techno, agriculture bio, marge spatiale et émotions collectives. L'habitabilité de ce lieu est rendue par une approche et une écriture elles aussi aux marges des normes académiques, comme si ces manières inhabituelles de faire ne pouvaient être révélées que par des manières nouvelles de voir et de dire. L'auteure met en exergue le rôle de la fête, dans sa capacité à produire et transformer les relations, dans sa capacité aussi à subvertir leur caractère normatif pour les instituer autour du plaisir. La fête décrite

détourne les usages des lieux dans lesquels elle s’installe, tout en renouant avec la nature et en réinstallant une proximité de rapport à la nature dont rendent compte les activités « fermières ». La fête du jardin dans les interstices urbains instaure un autre régime d’habitabilité. Le type de relations mis en jeu, émotionnelles, expérientielles et sensibles, semble demander à être activé et éprouvé de manière permanente. L’espace saisi véritablement en tant que matériau de fabrication de sens sert à définir et construire une place politique. Jennifer Buyck conclut alors en appelant à d’autres pratiques d’aménagement, respectueuses de ce système de relations.

L’habitabilité périurbaine que décrivent Martine Berger, Monique Poulot, Claire Aragau et Lionel Rougé aborde avec un autre regard l’appropriation des espaces de nature et son rôle dans les pratiques habitantes. Les auteurs là encore s’inscrivent en faux des discours experts ou médiatiques sur ces espaces, pour prêter attention aux habitants. Leur approche se différencie des précédentes en analysant sur un temps long l’évolution de l’habitabilité. Elle permet de montrer le dépassement d’un centrage individualiste sur la résidence et la constitution d’un territoire collectif. Cette habitabilité élargie passe par l’activation des relations aux espaces naturels. Appréciés, pratiqués, éprouvés corporellement dans des activités ludiques, supports d’échanges sociaux, ils prennent sens et consistance. « L’environnement » n’est ainsi plus seulement décor, mais un lien à partir duquel se fabrique une habitabilité collective. Relayée par l’action publique et par la mise en place d’une offre de services diversifiée, elle conduit à une territorialité périurbaine spécifique, valorisée et installée dans la durée. L’habitabilité ainsi se mature, s’inscrit dans l’historicité du lieu, dans les trajectoires sociales et spatiales.

À l’issue de ces articles, l’habitabilité apparaît comme un processus relationnel. Elle associe la capacité d’un espace à être désiré, saisi, approprié et la capacité des humains à entrer en relation. Ce caractère relationnel fait que l’habitabilité représente à l’espace ce que l’empathie est à la personne : une capacité à éprouver des situations et des émotions, à entrer en résonance et répondre en apportant le confort approprié (RIFKIN, 2011). La qualité demandée à l’espace est celle de la malléabilité, laquelle permet l’empathie, offre des prises et des ressources de créativité et d’adaptation, à la fois outil et matériau avec lequel façonner des habiter(s) toujours en renouvellement.

MARIE-CHRISTINE FOURNY, UMR PACTE, Université Grenoble-Alpes
Marie-Christine.Fourny@univ-grenoble-alpes.fr

BIBLIOGRAPHIE

- CAILLY Laurent, 2008 : « Existe-t-il un mode d’habiter spécifiquement périurbain ? », *EspacesTemps.net*, Travaux, 13 mai 2008, <http://www.espacestemp.net/articles/mode-habiter-periurbain/>
- CAILLY Laurent, DODIER Rodolphe, 2007 : « La diversité des modes d’habiter périurbains dans les villes intermédiaires : différenciations sociales, démographiques et de genre », *Noroi*, 205, 67-80.

- CASELLATI MAYOR Antonio, 1997: «The Nature of Livability», in CROWHURST LENNARD Suzanne H., VON UNGERN-STERNBERG Sven, LENNARD Henry L. (eds), *Making Cities Livable*, Carmel, USA: Gondolier Press.
- DODIER Rodolphe, 2009: *Individus et groupes sociaux dans l'espace, apports à partir de l'exemple des espaces périurbains*, HDR de géographie, Le Mans: Université du Maine.
- ELEB Monique, 2015: *Les 101 mots de l'habitat à l'usage de tous*, Paris: Archibooks.
- LAZAROTTI Olivier, 2006: *Habiter, la condition géographique*, Paris: Belin.
- LE CORBUSIER, 1924: *Urbanisme*, Paris: G. Crès.
- LUSSAULT Michel, 2013: *L'avènement du monde. Essai sur l'habitation humaine de la terre*, Paris: Seuil.
- LUSSAULT Michel, PAQUOT Thierry, YOUNES Chris, 2007: *Habiter, le propre de l'humain. Villes, territoires et philosophie*, Paris: La Découverte.
- MATHIEU Nicole, 2011: «Le concept de mode d'habiter à l'épreuve du développement durable», in *Comptes rendus de l'Académie d'agriculture de France*, 4 (96), p. 41-54.
- PINSON Daniel, THOMANN Sandra, 2002: *La maison en ses territoires. De la villa à la ville diffuse*, Paris: L'Harmattan.
- RIFKIN Jeremy, 2011: *Une nouvelle conscience pour un monde en crise, vers une civilisation empathique*, Paris: Les Liens qui libèrent.
- SEN Amartya, 1985: *Commodities and Capabilities*, Oxford: Elsevier Science Publishers.
- STOCK Mathis, 2004: «L'habiter comme pratique des lieux géographiques», *EspacesTemps.net*, Travaux, 18 décembre 2004, <http://www.espacestems.net/articles/habiter-comme-pratique-des-lieux-geographiques/>
- STOCK Mathis, 2015: «Habiter comme "faire avec l'espace". Réflexions à partir des théories de la pratique», *Annales de Géographie*, 704 (4), p. 424-441.

INNOVATION SOCIALE EN MILIEU RURAL : L'EXEMPLE DE SAINT-CAMILLE (QUÉBEC)

PIERRE-ANDRÉ TREMBLAY, Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), Université du Québec à Chicoutimi
Pierre-andre.tremblay@uqac.ca

RÉSUMÉ

Dans un contexte de difficulté du milieu rural québécois, le village de Saint-Camille a réussi à renverser un déclin démographique presque centenaire. Il accueille une activité communautaire vigoureuse et développe des champs nouveaux d'activité économique. Cette communication explore deux pistes pour comprendre ce succès. La première est l'accent mis sur la gouvernance partagée, c'est-à-dire sur le développement de liens étroits entre les divers organismes publics locaux et la société civile. La deuxième piste est l'accent mis depuis trente ans sur la formation continue, l'apprentissage et l'imagination, au moyen d'activités favorisant une réflexivité organisée visible dans l'importance accordée aux activités culturelles. Ces deux pistes d'interprétation sont illustrées par les enseignements issus d'une recherche-action entreprise pendant plus de deux ans avec le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES.) Il en ressort que ce territoire microlocal qu'est le village de Saint-Camille a développé une façon innovatrice, c'est-à-dire nouvelle et appropriée, de concevoir le développement de la collectivité. En mettant l'accent sur la culture – au sens anthropologique – les leaders l'intègrent dans le temps long de son identité, mais aussi dans la dynamique des changements de la ruralité actuelle.

Mots clés : *Innovation sociale, réflexivité, gouvernance partagée, ruralité, Québec.*

INTRODUCTION

Henri Lefebvre aimait commencer ses conférences en citant Heidegger: «*L'homme habite en poète.*» Habiter un lieu n'est pas qu'une fonction simplement matérielle ou, pour autant, environnementale. L'exercice de la créativité,

l’activité symbolique, est aussi la façon typiquement humaine d’investir l’espace, c’est-à-dire celle sans laquelle tout le reste est impossible (FORDE, 1934; BOTEVA-COULAUD, 2013). La question est de savoir comment se produit cette construction sociale du sens et de l’appartenance. Ce texte en donne un exemple. Il présente les actions de développement d’un village québécois et montre comment elles impliquent une réinterprétation de la localité, de son histoire et de son ancrage dans l’espace local. J’insisterai sur les modalités politiques et organisationnelles de cette construction. La réalité ne s’y limite pas, mais ce sont celles qui ressortent avec le plus de clarté de deux ans de recherche-action de formation entreprise par une équipe de chercheurs du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) en partenariat avec la Corporation de développement du village de Saint-Camille. Le but de ce texte n’est donc pas de présenter une recette ni une solution miracle. Une étude de cas ne peut prétendre montrer comment s’enchaînent *nécessairement* les facteurs; au contraire, elle doit illustrer combien ceux-ci s’emboîtent de façon toujours particulière. Les illusions de causalité doivent céder le pas à l’admission de la sérendipité.

L’intérêt du cas de Saint-Camille n’est pas qu’il soit arrivé à régler tous les problèmes, mais dans l’illustration de l’*attitude* nécessaire à la recherche de solutions. Pour ce faire, je commencerai par donner quelques indications situant Saint-Camille dans son espace et son histoire. Après avoir indiqué quelle a été la méthode ayant mené aux informations recueillies, je présenterai les *Ateliers des savoirs partagés* qui en représentent le moment principal. J’insisterai ensuite sur deux dimensions qui me semblent au cœur de la pratique locale de développement. La première est l’accent mis sur la *gouvernance partagée*, c’est-à-dire sur le développement de liens étroits entre les divers organismes publics locaux et la société civile. La deuxième piste est l’accent mis depuis trente ans sur la formation continue, l’apprentissage et l’imagination, au moyen d’activités favorisant une *réflexivité* organisée visible dans l’importance accordée aux activités culturelles.

Mais d’abord, il faut situer la pertinence intellectuelle de ce cas¹.

Dans la compréhension du changement social, les collectivités rurales ont la mauvaise part. Changer, c’est-à-dire se moderniser, c’est-à-dire se développer, c’est-à-dire progresser, a toujours signifié, dans la tradition occidentale, passer de la campagne, ou du village, à la ville (GALLAND, 2008). Les villages sont stagnants – on serait tenté de le dire qu’ils le sont *par définition* – et le changement ne peut leur advenir que de l’extérieur, par un processus de diffusion. Dans les politiques keynésiennes, le développement régional a été la manifestation de cette hiérarchisation des espaces entre centre et périphérie. Plus qu’une localisation géographique, le centre est là où émergent les innovations, où elles s’institutionnalisent et, si elles se répandent à l’ensemble de la société, deviennent la norme (MOULAERT et JESSOP, 2012). À une époque postkeynésienne dominée par la mondialisation et la « nouvelle économie », cela ne change guère et on peut concevoir l’architectonique planétaire comme un

¹ Une version préliminaire de ce texte a été présentée aux Quatrièmes Rencontres scientifiques internationales de la Cité des territoires « Habitable, vivable, désirable. Débats sur la condition territoriale » (Grenoble, 25-27 mars 2015). Je remercie les participant-e-s à cette rencontre ainsi que deux évaluateurs anonymes pour leurs judicieux conseils.

réseau de villes mondiales (SASSEN, 2007, p. 97-128). Elles sont *là où ça se passe*, ce qui revient à dire qu'ailleurs, il ne se passe pas grand-chose.

Une conséquence en est la transformation de la signification de la localisation. Marc Augé (2007) a appelé «non-lieux» ces endroits qui pourraient se trouver n'importe où, dénués qu'ils sont de toute caractéristique particulière qui les ancrerait dans un espace identifiable parce que différent des autres. Cette absence d'ancrage découle et, en retour, favorise la mobilité qui est un des traits principaux de la mondialisation. Augé lie ce processus à l'individualisation, qui lui semble corrélative à la perte du sentiment d'appartenance communautaire. Sans nécessairement partager son évaluation plutôt négative du phénomène, on peut admettre son diagnostic : la mondialisation change le mode d'habiter, c'est-à-dire la façon d'investir socialement l'espace.

Elle le fait sous au moins deux angles. Le premier est qu'à la division entre centre et périphérie s'ajoute une dynamique de concentration dans les ensembles métropolitains qui condamne à la marginalisation les espaces dont les secteurs d'activité ne sont pas connectés aux circuits performants de la nouvelle économie². Ces deux fractures (centre/périphérie, secteurs connectés/secteurs déconnectés) peuvent mener, lorsqu'elles se combinent, à un appauvrissement des communautés, voire à leur relégation. Cela correspond assez bien à ce que le ministère québécois des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) avait appelé les communautés *dévitilisées* (MAMROT, 2008). Le deuxième angle est que l'espace devient structuré en réseaux plus qu'en surfaces. Les lieux particuliers doivent alors être abordés comme des nœuds, des points de rencontre, des croisements de personnes et de biens, autant que de symboles et d'information. Ces rencontres amèneront une transformation dans les systèmes d'acteurs ; ceux-ci ajusteront leurs actes et leurs discours en fonction de ceux des autres afin que puisse circuler le message, ce qu'on peut appeler une traduction (CALLON, 1986). Investir l'espace revient donc à se situer dans cette confluence et, sur le plan individuel, à considérer les trajectoires plus que les identités fixes. Pour comprendre cet investissement, on doit donc envisager ce qui se transforme, comment se produit la traduction, c'est-à-dire quels sont ses modalités et ses moyens.

Dans ce contexte, il n'est d'objet que changeant. Considéré sous l'angle des acteurs en présence, comprendre cet objet revient à interroger les façons de faire (les « méthodes ») développées pour faire face à ces changements, ce qui peut signifier s'y ajuster autant que les transformer. On est ici au plus près de la notion d'innovation sociale, c'est-à-dire « *une intervention initiée par des acteurs sociaux, pour répondre à une aspiration, subvenir à un besoin, apporter une solution ou profiter d'une opportunité d'action afin de modifier les relations sociales, de transformer un cadre d'action ou de proposer de nouvelles orientations culturelles* » (KLEIN, LAVILLE et MOULAERT, 2014, p. 11-12). Cela peut se produire ailleurs que dans les centres et les « villes créatives » et est, en fait, une propriété généralisable à de multiples systèmes locaux, qu'ils soient urbains ou ruraux, centraux ou périphériques, ou un quelconque mélange de tout cela. Le reste de ce texte considérera une de ces localités située en milieu rural.

² FORREST Ray, 1999 : « The new landscape of precariousness », in MARSH Alex, KENNETT Patricia (dir.), *Homelessness. Exploring the new terrain*, Bristol : The Policy press, 17-36. Voir KLEIN et CHAMPAGNE (éd.), 2010, en particulier les pages 13-18.

CONTEXTE : SAINT-CAMILLE

Située à 35 km au nord-est de Sherbrooke, la municipalité de Saint-Camille fait partie de la région administrative de l’Estrie. La plus grande partie du territoire municipal (92 %) est incluse dans la zone agricole créée par la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (DUFRESNE, 2014). Seul le centre du village et la partie nord-est du territoire municipal ne font pas partie de cette zone. La majorité (60 %) du territoire de la municipalité est sous couvert forestier.

La fondation de la municipalité de Saint-Camille, en 1868, s’inscrit dans le processus québécois de colonisation de nouvelles terres. Au cours de la première grande phase de développement de Saint-Camille, qui culmine en 1910 avec un pic populationnel d’environ 1 100 résidents, nous observons une économie centrée sur elle-même ainsi qu’un développement sans grande accumulation de richesse. L’agriculture nourrit mal son monde et la population locale voit dans l’éducation et la préparation à d’autres activités une voie à emprunter. De plus, en raison d’une forte offre d’emplois en milieu urbain, un important exode se produit vers les grands centres urbains régionaux ou nationaux. Ce mouvement favorise un processus de vente de terres agricoles ou de terrains boisés. Il s’ensuit une concentration de la production dans de grandes unités, soutenue par la plupart des organisations du milieu de l’agriculture et, en particulier, par l’Union des producteurs agricoles (UPA), la principale instance regroupant les agriculteurs québécois.

La deuxième phase de développement atteint son plein potentiel après 1950. Elle voit une lente transformation de l’économie locale, de plus en plus intégrée à une logique développementale au service des grands centres urbains. On voit émerger un secteur manufacturier et commercial à faible valeur ajoutée, qui disparaîtra assez vite. Il a été récemment remplacé par un secteur tertiaire et des activités donnant une grande place à la culture. Les enjeux développementaux touchent à de multiples dimensions. L’exode de la population (le village compte moins de 600 personnes au début des années 1980) mène à la disparition de services de proximité essentiels à la vie du village (bureau de poste, station-service, magasin général et, peut-on prévoir, école primaire). La population vieillit et demande des services nouveaux plus adaptés à sa situation. Cet enjeu démographique est lié à un enjeu économique, au déclin des activités non agricoles et à la réduction du nombre de fermes et d’emplois dans l’agriculture. Cela mène à un enjeu territorial, car la diminution des activités fermières a comme conséquence que de nombreux secteurs, laissés en friche, se retrouvent à l’abandon. Toutes ces caractéristiques ne sont pas uniques au village de Saint-Camille. À des degrés divers, elles sont typiques d’une grande partie du territoire québécois (JEAN, 2007).

Vers le milieu des années soixante-dix, on vit apparaître diverses politiques publiques visant à protéger le territoire d’une désertification rampante. À la même époque, des résidents de Saint-Camille mettent sur pied une série d’initiatives pour lutter contre le déclin du village. Quatre organisations sont au cœur de ce changement. Entre 1977 et 1986, le groupe Les Entreprises bénévoles, un projet qui regroupe 11 personnes, achète le bâtiment de la Coopérative agricole afin de centraliser des

services et y localise la Caisse populaire³, le secrétariat de la municipalité, la mutuelle d'assurance, la caserne de pompiers, le bureau de poste, la bibliothèque et la Maison des jeunes. À peu près au même moment, la municipalité et la Caisse populaire locale Desjardins se liguent pour aménager le centre multifonctionnel, alors que la municipalité met sur pied le Parc municipal et la halte routière en 1983. Elle organise un Forum municipal qui vise à dynamiser la vie publique et à mobiliser les habitants dans l'identification des enjeux et des moyens de réaliser les solutions qui émergent de ces rencontres. On voit donc un dynamisme certain des institutions politiques locales.

Mais les difficultés persistent : en 1986, le magasin général est fermé et mis en vente. Des résidents du village s'associent alors pour profiter d'une mesure fiscale nouvelle favorisant la mise sur pied de corporations privées de capital de risque. Puisant dans leurs économies personnelles, ils fondent le Groupe du coin qui achète et rénove le bâtiment afin d'en faire un centre communautaire. Ce centre, appelé Le P'tit bonheur, est devenu le vaisseau amiral du développement. On y trouve des activités culturelles (salle de spectacle, salle d'exposition) et des locaux de réunion pour les diverses associations locales (celles-ci sont une trentaine vers 2010). Le Groupe du coin est une réunion d'investisseurs. Il n'a pas comme mission de gérer directement les entreprises emprunteuses et c'est pourquoi il a remis la responsabilité du P'tit bonheur à un OBNL indépendant. Cependant, il demeure au centre des activités : lorsque le centre communautaire connaît des difficultés financières, c'est le Groupe qui en reprend la direction, pour la redonner ensuite à un conseil d'administration indépendant.

La Corporation de développement est le quatrième organisme central dans la revitalisation de Saint-Camille. Elle est un exemple d'organisation hybride au cœur des projets du village. Son statut est celui d'un OBNL ; elle a donc un conseil d'administration indépendant. Son assemblée générale annuelle regroupe les 30 à 40 membres (tant individuels que corporatifs) et est en bonne partie consacrée aux échanges et aux discussions. Les idées de projet en émergent ou y sont testées. La Corporation est apparue peu de temps après la crise qui découla de la décision de Postes Canada de fermer le bureau de poste en 1986 et qui entraîna une forte mobilisation. Elle est étroitement liée à l'appareil municipal, dont elle représente le volet économique.

Un trait marquant de ces organisations est leur très fort degré d'interrelation. Leurs *memberships* se recoupent, elles partagent des locaux, montent ensemble des projets et les réalisent. Tout cela permet une circulation rapide de l'information, une mutualisation des expertises et des expériences, un jumelage des ressources financières, humaines et organisationnelles, qui facilitent l'atteinte de résultats.

MÉTHODOLOGIE

Le CRISES a depuis assez longtemps des liens avec le village. Des responsables de Saint-Camille ont donc pu facilement l'approcher afin de poursuivre la réflexion entamée lors du Laboratoire rural. Celui-ci faisait partie d'une volonté énoncée par le gouvernement du Québec de promouvoir la réflexion et l'innovation en milieu rural en accordant un financement à des expériences originales issues de la pratique

³ Il s'agit de l'instance locale du Mouvement coopératif Desjardins, la principale coopérative d'épargne et de crédit du Québec (www.desjardins.com).

de terrain (MAMROT, 2006). Ces laboratoires ruraux ont généralement servi à développer des activités ou des organisations, chacun devant produire une évaluation transmissible afin que les autres collectivités rurales puissent bénéficier de l’expérience. Saint-Camille fut original en ce que son Laboratoire avait comme objectif de « modéliser » le parcours du village depuis le milieu des années quatre-vingt. La question fondamentale était : qu’y a-t-il de particulier à Saint-Camille ? Comment faut-il comprendre son expérience ? De cette réflexion sortit un document (DUFRESNE, 2014) qui montra l’utilité d’un retour sur soi dans le diagnostic des situations et dans l’identification des objectifs. La Corporation de développement approcha ensuite le CRISES, dont quelques membres se montrèrent intéressés par cette expérience. Cette équipe décida de réaliser Les Ateliers des savoirs partagés, des activités de formation destinées aux résidents de Saint-Camille intéressés par les enjeux de développement.

LES ATELIERS DES SAVOIRS PARTAGÉS

La démarche des Ateliers est une bonne illustration de la façon dont les animateurs du village conçoivent leurs activités. Le maître d’œuvre en a été la Corporation de développement, qui fit des Ateliers une partie intégrante de sa planification, comme le Laboratoire rural l’avait été précédemment. Une petite équipe composée à parts égales d’universitaires et de résidents fut responsable de la gestion quotidienne. Les premières rencontres servirent à identifier la démarche pédagogique, les thèmes pertinents des formations, leur format, leur rythme. Ces thèmes étaient larges et touchaient à la plupart des dimensions du développement rural. Les activités de formation occupèrent la première année. Elles ont toutes été données en partenariat entre un universitaire (parfois deux) et un ou deux résidents. Ces équipes de formateurs devaient se mettre d’accord sur un contenu, se distribuer les responsabilités en fonction des expertises, organiser le déroulement des séances. Il est à noter que ces modalités pédagogiques reposaient sur la reconnaissance d’une compétence tant des chercheurs que des praticiens locaux. Il s’agissait de *partager* des savoirs, et cela devait d’abord se produire au sein des équipes pédagogiques. Le déroulement des séances s’éloignait lui aussi d’une approche classique : elles ressemblèrent beaucoup plus à des échanges entre praticiens qu’à des cours magistraux.

Tableau 1 : Déroulement des séances de la première année

| | |
|----------------------|--|
| JANVIER 2013 | La mobilisation sociale et le développement territorial |
| FÉVRIER 2013 | La culture : sentiment d’appartenance, identité territoriale et apprentissage |
| MARS 2013 | Le <i>leadership</i> partagé et le développement d’une vision |
| AVRIL 2013 | La gouvernance, la cohésion sociale et la participation |
| MAI 2013 | Le développement intégré en milieu rural |
| JUIN 2013 | Développement d’une communauté apprenante, formation et développement de la relève |
| MAI-JUIN 2013 | Évaluation et planification de la 2 ^e année |

Malgré une évaluation globalement positive, comme le démontre la stabilité de la participation, une certaine insatisfaction se manifesta pendant le déroulement de la première année. Les universitaires étaient parfois déçus de ne pouvoir présenter un contenu qui les satisfasse, le temps qui leur était dévolu ne le permettant pas. Les résidents participant aux ateliers se disaient heureux de recevoir un contenu intellectuel, mais ils lui reprochaient souvent d'être trop théorique.

Les animateurs de la Corporation proposèrent de nouvelles modalités qui furent discutées par l'ensemble de l'équipe. Les séances de formation furent remplacées par quatre ateliers, chacun travaillant sur une thématique particulière et faisant rapport du résultat de ses travaux à l'ensemble des participants (voir la figure 1). Ceux-ci étaient prévenus des dates et du sujet de ces séances par un appel dans divers moyens de communication : page web de la municipalité et des organisations du village, courriers électroniques, affichettes placées dans les endroits publics, etc. Les participants pouvaient donc varier, ce qui compliquait parfois les discussions. Un noyau d'une trentaine de personnes a participé à chacune de ces rencontres. Il s'agissait en général des animateurs ou des résidents les plus mobilisés et les plus préoccupés par l'avenir du village, souvent des responsables d'organisations. Les équipes des ateliers se sont rencontrées à un nombre variable de reprises selon la date de présentation du résultat de leurs travaux. Les travaux étaient dirigés par un résident, appuyé par un ou des universitaires. Ceux-ci se sont donc transformés en animateurs plus qu'en professeurs.

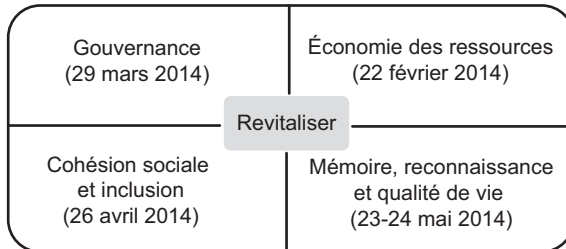


Figure 1 : Les ateliers de la deuxième année et les dates de présentation de leurs travaux.

L'atelier «Mémoire, reconnaissance et qualité de vie» est intéressant parce qu'il a été animé par celui qui est au cœur des activités de développement depuis vingt-cinq ans. Son objectif était de préparer un événement : une exposition de photographies sur le thème de l'échange intergénérationnel. Chaque photo mettait en vedette un-e aîné-e et un enfant, le premier donnant un objet au second, dans une symbolique de la transmission qui n'échappait à personne. L'âge médian des résidents du village étant de trente-sept ans et neuf mois, l'exposition devait comporter 38 photos, dont la moitié seraient prises par des adolescents du village après qu'ils auraient reçu une formation rapide en technique de photographie de portrait.

La préparation de ce projet demanda la participation de plusieurs organisations, un entrecroisement typique des activités de la Corporation de développement. La présidente de l'Association de l'Âge d'Or se chargea du recrutement des aîné-e-s, la Maison des jeunes et l'école de celui des photographes, tandis que la Corporation de

développement accepta qu’un de ses employés consacre quelques heures au suivi du projet. La liste et le recrutement des jeunes enfants devant être photographiés furent préparés par des membres de l’atelier. Le P’tit bonheur mit des locaux à la disposition de l’activité et de la tenue de l’exposition, la municipalité permit l’utilisation de l’église, qu’elle venait récemment d’acheter. De façon imprévue au départ, le regroupement des neuf communautés de Dégénécoro au Mali, avec lequel Saint-Camille entretient des liens depuis plusieurs années, eut vent de la tenue de l’exposition et suggéra d’y participer en envoyant, lui aussi, neuf photos. Il fallut trouver les sommes nécessaires à l’achat et à l’envoi d’une caméra appropriée à la prise de photos de grand format, aider les photographes maliens, etc., tâches pour lesquelles furent mobilisées des personnes de Saint-Camille intéressées par le développement international.

Tout cela avait un aspect financier. La municipalité accepta d’intégrer la prise de photos aux activités de la Fête nationale du Québec. Les membres de l’atelier firent le tour des commerçants du village pour leur demander de contribuer aux dépenses ce qui permettait aussi, selon les termes de l’animateur du projet de « *les faire se sentir parties prenantes de l’événement* », phrase qui montre que le processus de mobilisation était tout aussi important que la tenue de l’exposition finale.

Cette mécanique organisationnelle demande des qualités évidentes de planification, de gestion de projet et de mobilisation. Elle a été mise au service d’un message clair, mais qui ne fit jamais l’objet d’une énonciation théorique grandiloquente ; ses complexités affectives et symboliques apparurent au fur et à mesure que l’activité se mettait sur pied. Chaque participant à l’atelier voyait bien que la transmission de l’objet condensait l’idée de la continuité du village de Saint-Camille, de la transmission de l’identité et de l’appartenance d’une génération à l’autre, dans un ancrage où le temps et l’espace s’appellent mutuellement et où familles et communauté se conjuguent. Cette dimension est particulièrement sensible dans un contexte où arrivent au village des familles provenant de multiples horizons, généralement sans attache préalable au milieu local, voire même à la vie rurale ; se pose alors l’enjeu de la *cohésion sociale*, d’où l’existence d’un atelier explicitement consacré à cette question⁴. Au début du projet, les participants croyaient qu’il suffisait de transmettre un objet anodin, mais les personnes âgées sollicitées ne l’ont pas pris ainsi et se sont mises à chercher un objet *significatif*, ce qui montre bien le travail d’élaboration symbolique inhérent à l’idée de continuité identitaire⁵.

LES ENSEIGNEMENTS

À PROPOS DE LA GOUVERNANCE PARTAGÉE

On aura remarqué que les questions soulevées par l’atelier « Mémoire » recourent celles d’un autre atelier, celui de la cohésion sociale. Ce croisement est caractéristique de la mobilisation locale et se voit aussi dans les collaborations entre les

⁴ On peut ajouter que bon nombre de participants aux activités des Ateliers des savoirs partagés, qui sont souvent aussi des personnes actives dans les organisations locales, appartiennent à cette catégorie et sont souvent appelés des « néoruraux ». L’hypothèse raisonnable est qu’ils y trouvent l’occasion de développer un ancrage local.

⁵ Voir le site du Forum : <http://savoirspartages.info/>

diverses organisations locales. Certaines sont plus centrales que d'autres et exercent un *leadership* évident. La Corporation locale de développement, Le P'tit bonheur et, en sous-main, le Groupe du coin, sont des lieux d'émergence et de structuration des projets; toutes sont en communication étroite avec la municipalité. Celle-ci organise de fréquentes assemblées de discussion et de consultation, ce qui permet une circulation des idées entre organisations locales et de celles-ci vers la municipalité. Le maire actuel est d'ailleurs lui-même un ancien responsable d'organisation. De plus, c'est le maire qui représente la localité dans les instances régionales (MRC, par exemple) ou nationales (il siège au comité d'élaboration de la troisième Politique nationale de la ruralité) et il joue un rôle important dans les relations aux politiques et programmes nationaux. Ces relations s'accompagnent souvent d'une certaine délégation des responsabilités. C'est le cas de la Corporation de développement qui, tout en étant juridiquement indépendante, agit en pratique comme l'agent économique de la municipalité.

Il y a donc une porosité de la distinction entre l'appareil politique et la société civile locale qui, évidemment, ne l'abolit pas. La municipalité, qui reçoit ses tâches et responsabilités du code municipal québécois, demeure l'instance représentant le village de Saint-Camille auprès de sa population, auprès des autres municipalités et auprès du gouvernement du Québec. Il s'agit alors du village en tant qu'entité *politique*, mais dont l'existence ne se limite pas à cette dimension institutionnelle.

Un des facteurs qui permet cette reconnaissance mutuelle des responsabilités et qui explique en partie son efficacité est l'étroitesse des liens entre les dimensions privées et les dimensions publiques de la vie des personnes. En effet, la participation aux associations locales est une façon pour les nouveaux arrivants de créer des liens et des attaches. Ces organisations ne sont donc pas «que» politiques, mais servent aussi à la sociabilité. De même, elles ne sont pas «que» sociales, car elles ont des effets sur la vie collective et remplissent des fonctions que leur reconnaît, voire leur délègue, la municipalité. Elles peuvent aussi servir de tremplin vers une carrière politique: l'actuel maire, lui-même un nouvel arrivant, en est l'exemple.

Cette porosité est facilitée – ou rendue nécessaire – par la démographie locale: dans un village de 600 habitants, il est forcé que les rôles se confondent et que les liens soient «multiplex». Mais cette dimension structurelle, si on peut dire, est renforcée par le style de *leadership* exercé localement. Il faut en effet rappeler que le principal animateur, souvent désigné comme l'âme du renouveau camillois, exerce son activité depuis près de trente ans. Il a œuvré dans de multiples organisations; son expérience et son efficacité lui confèrent une autorité qui, pour être morale, n'en est pas moins extrêmement claire et généralement reconnue. De façon intéressante, il est issu d'une des plus vieilles familles locales (ce qui peut l'associer aux «anciens») et après avoir assez longtemps vécu à l'extérieur (ce qui peut en faire un «néo»), il a fait le choix de revenir faire sa vie sur place. D'avoir ainsi lié son destin à celui du village lui donne une crédibilité certaine. Son activité dans le chantier «Mémoire et qualité de vie» montre la différence entre un *leader* et un dirigeant; il suggère, interroge, propose, formule des idées et ne donne jamais d'ordres. Son *leadership* est discret et collaboratif, mais son impulsion est immanquable.

Cette illustration de la gouvernance collaborative telle que pratiquée à Saint-Camille montre comment se croisent de multiples dimensions mentionnées au

début de ce texte. Elle suggère que l'habitabilité d'un lieu – c'est-à-dire sa capacité à mobiliser un investissement social⁶ – bénéficiera d'un entrecroisement des organisations formelles, dans la mesure où il leur permet de se renforcer mutuellement. Un décrochage trop profond risquerait de mener à une perte de reconnaissance et de légitimité des unes et des autres, les organisations civiles étant vues comme incapables d'orienter efficacement la collectivité, les organisations politiques étant vues comme la chasse gardée d'un groupe n'ayant de compte à rendre qu'à lui-même. Symétriquement, il faut éviter qu'elles ne se confondent, car cela pourrait sérieusement affaiblir leur dimension démocratique, laquelle exige une clarté des règles et des formes institutionnelles (PALEY, 2002, p. 477). C'est donc leur interface qu'il faut aménager, ce qui se rapproche assez de ce que Caillé avait appelé un « *espace public primaire* » (CAILLÉ, 2000, p. 130).

La capacité à le faire demandera des qualités personnelles, mais il serait plus juste de penser le *leadership* comme une modalité, une façon d'établir des liens entre acteurs. Plus qu'un trait individuel (un « charisme »), le *leadership* est une pratique de mise en phase de réseaux, ce qui explique qu'on décrit souvent un leader comme quelqu'un se trouvant au bon endroit, au bon moment. En s'inspirant de Latour (2006), on pourrait concevoir le social comme un réseau de relations entre acteurs. En tant que pratique, habiter est circuler dans ces réseaux. Cela est généralement abordé sur le plan individuel, mais l'exemple de Saint-Camille montre que la pratique de l'habiter doit aussi être considérée sous l'angle de l'organisation collective, dont l'apparition la plus claire est un ensemble d'organisations plus ou moins formelles. Celles-ci *rendent visibles* les canaux de circulation et, par un effet de rétroaction, peuvent faciliter l'action sur soi de la communauté. La gouvernance partagée peut donc être vue comme une facette de la réflexivité sociale.

À PROPOS DE LA RÉFLEXIVITÉ

Elle est le second trait frappant de l'histoire récente de Saint-Camille révélé par l'expérience des Ateliers des savoirs partagés. Le but premier des Ateliers était en effet d'offrir un espace de pensée où les acteurs locaux, stimulés par le contact avec le milieu universitaire, pourraient repenser la situation actuelle du village, identifier les défis et imaginer des solutions, à charge ensuite de les mettre en application, une tâche en partie commencée lors de la deuxième année.

Ce n'était pas une pratique nouvelle. Elle s'inspire en bonne partie de l'expérience du cours en éthique appliquée qui avait été donné en 2000 par un professeur de l'Université de Sherbrooke qui était aussi un résident. C'est lors des séances de ce cours que le déclin démographique avait été identifié comme le principal problème du village. De même, le laboratoire rural proposé par la Corporation de développement lors de la deuxième Politique nationale de la ruralité avait comme but explicite de revenir sur l'expérience du village afin de chercher à comprendre sa pratique et d'en retirer les traits principaux – le terme était : la « modéliser ». Une telle démarche repose sur l'opinion qu'en comprenant ce qu'on fait, on risque de mieux le faire. Il y a là une mise à distance des politiques publiques, qu'il ne s'agit pas d'appliquer

⁶ Il s'agit évidemment de la différence entre *space* et *place* (AGNEW, 2011).

de façon mécanique, comme des « recettes »⁷. Au contraire, il faut les utiliser et, le cas échéant, ne pas craindre de les modifier afin de s'assurer de leur adéquation aux conditions locales, ce qui est une façon de s'inscrire dans le monde environnant et d'en faire un contexte pertinent. La première leçon est donc que si on peut modéliser l'expérience locale, il ne s'agit pas d'en faire un modèle à recopier. La seconde est que les politiques nationales doivent être ajustées en fonction des conditions locales particulières, ce qu'on peut appeler une « utilisation créative ». La troisième est qu'il faut savoir quelles sont ces conditions ou, si on préfère, savoir ce que le village a de particulier et ce qu'il a de semblable aux autres.

Un tel accent sur la réflexion montre l'importance accordée au développement des capacités, tant sur le plan individuel que sur celui de l'apprentissage collectif. Le modèle de développement intégré illustré par la figure 1 donne une idée de la largeur du spectre à couvrir, mais il est aussi un cadre théorique permettant d'organiser les informations sur le contexte.

Un aspect original, sans doute typique à Saint-Camille, est l'importance accordée à la culture et aux activités culturelles. Comme on l'a vu, un moment fort de l'histoire récente fut la création du centre culturel Le P'tit bonheur, à la fois lieu de rencontre et diffuseur culturel devenu et pensé dès le début comme un point focal des activités d'animation de la collectivité. Les spectacles et les services connexes (restaurant, bar) sont évidemment des sources de financement, mais c'est surtout la salle d'exposition à l'étage qui illustre ce dont il a été question à propos de l'atelier « Mémoire, reconnaissance et qualité de vie ». Les (nombreux) artistes locaux, mais aussi les enfants de l'école du village, y présentent leurs travaux et chaque mois de septembre est consacré à une exposition de photos. Tous ceux qui le désirent peuvent alors voir la productivité des résidents.

C'est, en quelque sorte, le village se montrant et se racontant au village. On est là dans la réflexivité pure : en se donnant une image de soi pour soi, on arrive à se situer dans le contexte qu'on contribue ainsi à définir. Il y a là comme un *monitoring* de la situation qui permet d'indiquer ce qui s'y trouve d'essentiel. Mettre l'accent sur l'intergénérationnel indique certes un aspect permanent de la vie collective, mais c'est aussi du même coup identifier un enjeu et donner un but à l'action collective. Cette insistance propose une définition de l'identité collective qui permet de l'ancrer dans un temps et un espace et, ainsi, de la fonder. Saint-Camille a une histoire, avec un début, une suite et donc un avenir.

Cet énoncé d'apparence ontologique est évidemment une construction symbolique. C'est dire qu'il n'est pas que descriptif, mais aussi performatif. Il fournit quelque chose approchant « l'identité narrative » de Ricœur (1988) : c'est en racontant une histoire que l'on devient sujet.

Mais il ne faut pas trop se reposer sur la notion d'identité, qui risque de finir dans la tautologie, $A = A$ étant la formule canonique de l'identité. En utilisant une métaphore un peu facile, on pourrait dire qu'il en est de la réflexivité en tant que pratique sociale comme de la réflexivité d'un miroir. Non seulement celle-ci n'est pas du même ordre que ce qui se reflète, mais le miroir, outil et lieu de la réflexion,

⁷ D'où l'ironie du site web des Ateliers des savoirs partagés : www.recitsrecettes.org

est aussi un filtre qui ne retient que certaines longueurs d’onde. Comme DONATI (2011) l’avait indiqué, cette sélection nous renseigne sur les vecteurs retenus, indique un choix et montre une orientation sans doute plus qu’elle ne donne un état de la chose en-soi.

CONCLUSION

En me basant sur une recherche-action de formation entreprise pendant deux ans avec la Corporation de développement de Saint-Camille, j’ai voulu proposer une interprétation de l’évolution récente du village. La question empirique fondamentale était de comprendre comment les animateurs du développement s’y prennent pour s’opposer aux tendances lourdes de la dévitalisation qui marquent une bonne partie du monde rural québécois. Sous l’angle théorique, cette question devient : quelles sont les pratiques innovantes mises en place ? Comment émergent-elles ? Comment interagissent-elles ?

Les réponses me semblent devoir être cherchées dans deux ensembles de pratiques. Le premier souligne l’importance des dimensions politiques dans ce qui rend un lieu habitable. La *gouvernance partagée* insiste sur les modalités particulières d’organisation du *leadership* local qui le distribuent dans un large réseau d’organisations plus ou moins formelles, interreliées et cherchant à maximiser la synergie de leurs actions. Cette gouvernance intègre les organisations de la « société civile locale » aux activités de l’appareil municipal, sans les absorber, et fait une large place aux consultations et aux moments de réflexion. Les boucles de rétroaction sont nombreuses et permettent la proximité entre les institutions politiques et la gouvernance collective.

Le deuxième ensemble relève de dimensions plus culturelles (au sens anthropologique : façon d’être dans le monde) et tient à la *réflexivité* qui est un trait marquant de la vie collective du village. On la voit dans l’importance accordée aux activités culturelles et à la culture (au sens étroit), comme à la promotion d’activités (des expositions de photographie, par exemple) et d’institutions (Le P’tit bonheur) qui représentent le village pour l’extérieur et pour le village lui-même. Mais on la voit aussi dans l’insistance mise sur la formation continue des résidents (cours formels ou non, séminaires, conférences, etc.) et à l’élaboration d’un effort pour modéliser le développement du village, dialoguer avec les localités environnantes et maintenir des liens avec des communautés éloignées. Toutes ces activités mettent de l’avant l’identité locale, vue comme une ressource, un trait positif et ouvert sur l’avenir, et non une compréhension passéiste de la situation actuelle.

Habiter n’est pas un état ou un simple comportement mais une action et, en tant que telle, elle est porteuse de sens. L’exemple de Saint-Camille montre comment ce sens – qui est fondamentalement celui de l’être-ensemble projeté dans le temps – demande des moyens et des ressources qui concernent pratiquement toutes les dimensions de la vie sociale. Mais le projet de « mode de vie villageois » par lequel on peut résumer les années récentes de Saint-Camille n’a pas de garantie de réalisation, car il participe d’un contexte qui ne le favorise guère. Sur le plan externe, les transformations structurales de l’économie québécoise continuent de favoriser l’exode vers grands centres ; sur le plan interne, les différenciations de la population du village découlant de l’arrivée de nouvelles familles risquent de fragiliser la cohésion de la

collectivité, comme le cas s'est présenté ailleurs (DOYON *et al.*, 2013). Rien n'est donc gagné mais, de cette incertitude, il ressort qu'on ne peut concevoir l'action de développement comme une simple obéissance aux «déterminations structurelles». Au contraire, elle est créativité, imagination et capacité à «habiter en poète».

BIBLIOGRAPHIE

- AGNEW James A., 2011 : «Space and Place», in AGNEW James A., LIVINGSTONE David (dir.), *The SAGE Handbook of Geographical Knowledge*, London : Sage, 316-330.
- AUGÉ Marc, 2007 : *Non-Lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris : Seuil.
- BOTEA-COULAUD Bianca, 2013 : «Mobilité et attachement : l'habiter et le chez soi. Expériences urbaines en contexte de crise industrielle à Jimbolia (Roumanie)», in DE RAPPER Gilles, SINTES Pierre, BARDHOSHI Nebi, *Social Practices and Local Configurations in the Balkans*, Tirana : UET Press.
- CAILLÉ Alain, 2000 : *Anthropologie du don*, Paris : La Découverte.
- CALLON Michel, 1986 : «Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs en baie de Saint-Brieuc», *L'année sociologique*, 86, 169-208.
- DIONNE Hugues, BEAUDRY Raymond, 1998 : *En quête d'une communauté locale : une mobilisation territoriale villageoise*, Trois-Pistoles & Rimouski : Éditions Trois-Pistoles & GRIDEQ.
- DOYON Mélanie, KLEIN Juan-Luis, VEILLETTE Louise, BRYANT Christopher, YORN Chadka, 2013 : «La néoruralité au Québec : facteur présentiel d'enrichissement collectif ou source d'embourgeoisement?», *Géographie, économie, société*, 15(1), 117-137.
- DONATI Paolo, 2011 : «Modernization and relational reflexivity», *International Review of Sociology*, v21 (1), 21-39.
- DUFRESNE Caroline, 2014 : «Une communauté apprenante, innovante et solidaire : le cas de Saint-Camille comme modèle porteur de développement rural», Mémoire (M.A.) en Études et interventions régionales, UQAC, Chicoutimi.
- FORDE Darryll C., 1934 : *Habitat, economy and society. A geographical introduction to ethnology*, New York : E.P. Dutton.
- GALLAND Olivier, LEMEL Yannick, 2008 : «Tradition vs. Modernity: The Continuing Dichotomy of Values in European Society», *Revue française de sociologie*, 49(5), 153-186.
- JEAN Bruno, 2007 : «Réussir le développement des milieux ruraux de faible densité : les enseignements des expériences québécoises», in BARTHE L. (éd.), *Habiter et vivre dans les campagnes à faible densité*, Clermont-Ferrand : Presses universitaires Blaise-Pascal, 171-198.
- KLEIN Juan-Luis, CHAMPAGNE Christine (dir.), 2011 : *Les initiatives locales : un levier pour contrer la pauvreté*, Sillery : Presses de l'Université du Québec.
- KLEIN Juan-Luis, LAVILLE Jean-Louis, MOULAERT Frank, 2014 : «L'innovation sociale : repères introductifs», in KLEIN Juan-Luis, LAVILLE Jean-Louis, MOULAERT Frank (dir.), *L'innovation sociale*, Toulouse : Éditions Erès, 744.

- LATOUR Bruno, 2006 : *Changer de société. Refaire de la sociologie*, Paris : La Découverte.
- MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE (MAMROT), 2006 : *Politique nationale de la ruralité. Une force pour tout le Québec*, 68 p.
- MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE (MAMROT), 2008 : *Pour une plus grande prospérité et vitalité de nos municipalités. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées*, 60 p.
- MOULAERT Frank, JESSOP Bob, 2012 : «Theoretical Foundations for the Analysis of Socio-economic Development in Space», in MARTINELLI Franco, MOULAERT Frank, NOVY Allan (dir.), *Urban and Regional Development Trajectories in Contemporary Capitalism*, London : Routledge.
- PALEY Julia, 2002 : «Toward an Anthropology of Democracy», *Annual review of anthropology*, 31, 469-496.
- RICŒUR Paul, 1988 : «L'identité narrative», *Esprit*, juillet, 295-308.
- SASSEN Saskia, 2007 : *A sociology of globalization*, New York : Norton.

SOCIAL INNOVATION IN RURAL ENVIRONMENTS: A CASE STUDY OF SAINT-CAMILLE (QUÉBEC)

*In the difficult context of rural Quebec, the village of Saint-Camille has managed to reverse an almost century-old demographic decline and to host a strong community life, including new fields of economic activity. This paper explores two ways to understand that success. The first is the emphasis on shared governance, that is to say on the development of close ties between the various local government agencies and local civil society. The second understanding puts the emphasis on thirty years of continuous training, learning and promoting organized reflexivity, most evident in the importance given to cultural activities. These two paths of interpretation are illustrated by the lessons learned from two years of action-research realized by the Local Development Corporation and the Centre for Research on Social Innovations (CRISES). This research has shown that the microlocal territory that is the village of Saint-Camille has developed an innovative way to address local problems, that is to say a new and appropriate way to design community development. Local leaders' focus on culture – in the anthropological sense – put it into the *longue durée* of local identity, but also into the current dynamics of change of Québec rurality.*

Keywords : Social innovation, reflexivity, shared governance, rurality, Quebec.

SOZIALE INNOVATION IM LÄNDLICHEN RAUM AM BEISPIEL VON SAINT-CAMILLE (QUÉBEC)

Im schwierigen Kontext des ländlichen Raums in der Provinz Québec hat es das Dorf Saint-Camille geschafft, einen fast hundert Jahre alten Bevölkerungsrückgang umzukehren und dank einem entschlossenen gemeinschaftlichen Einsatz neue Wirtschaftsaktivitäten zu entwickeln. Dieser Beitrag präsentiert zwei Wege, um diesen Erfolg zu begreifen. Der Erste setzt den Schwerpunkt auf die gemeinsame Governance, d. h. die Entwicklung enger Beziehungen zwischen den lokalen Behörden und der Zivilgesellschaft. Zweitens wurde während über 30 Jahren dank Aktivitäten, die eine organisierte, sichtbare Reflexivität in der Bedeutung des kulturellen Geschehens fördern, der Schwerpunkt auf die Weiterbildung, die Lehre und die Fantasie gesetzt. Diese beiden Wege der Interpretation werden durch die Erfahrung aus der Forschung und Aktion nach einer mehr als zweijährigen Zusammenarbeit mit dem Forschungszentrum über soziale Innovationen (CRISES) veranschaulicht. Als Ergebnis geht hervor, dass auf dem Mikro-Lokalen Gebiet des Dorfes Sainte-Camille eine neue, innovative und geeignete Art und Weise die Entwicklung der Gemeinschaft zu begreifen, aufgezeigt werden konnte. Indem der Schwerpunkt auf die Kultur - in anthropologischem Sinne - gesetzt wird, wird sie von den Leadern langfristig in die Identität integriert, sowie auch in die wechselnde Dynamik der heutigen Ländlichkeit.

Stichwörter: Soziale Innovation, Reflexivität, Governance in Zusammenarbeit, Ländlichkeit, Québec.

| | |
|--|-----|
| Marie-Christine Fourny Éditorial: L'habitabilité inattendue. Analyser, identifier, produire l'habitabilité de lieux sans qualités | 5 |
| Pierre-André Tremblay Innovation sociale en milieu rural: l'exemple de Saint-Camille (Québec) | 11 |
| Marion Tillous Habitabilité du réseau de métro parisien: sur les pas d'Isaac Joseph, le long de l'espace public et au-delà | 27 |
| Jennifer Buyck et Olivier Perrier De la fête comme projet de territoire. Réflexions liminaires autour de « La ferme du Bonheur » ... | 43 |
| Martine Berger, Monique Poulot, Claire Aragau et Lionel Rougé L'habitabilité périurbaine dans les pratiques habitantes: de l'habitabilité restreinte au pavillon à l'habitabilité élargie | 61 |
| CONTRIBUTIONS HORS THÈME | |
| Fabio Rossinelli Les origines coloniales de l'Association des sociétés suisses de géographie (1870-1880) ... | 79 |
| Flore Lafaye de Micheaux et Christian Kull Vers une « géographie environnementale » des fleuves: rapprocher <i>political ecology</i> et mésologie? | 97 |
| Zoé Codeluppi Entre le plein et le vide: les espaces-temps quotidiens des jeunes patients souffrant de troubles psychotiques en milieu urbain | 119 |
| Patrick Rérat, Stéphanie Vincent-Geslin, Gianluigi Giacomel, Antonio Martin et Daniel Baehler La baisse du permis de conduire chez les jeunes adultes: simple report ou désamour de la voiture? | 135 |
| Présentations de thèses | 157 |
| Florence Bétrisey, Manuela Fernandez, Shin Alexandre Koseki, Sophie Marchand Reymond, Ursula Meyer, Mirza Tursić | |
| Recension: Patrick Naef (2016). La ville martyre. Guerre, tourisme et mémoire en ex-Yougoslavie (par Mari Carmen Rodriguez) | 183 |